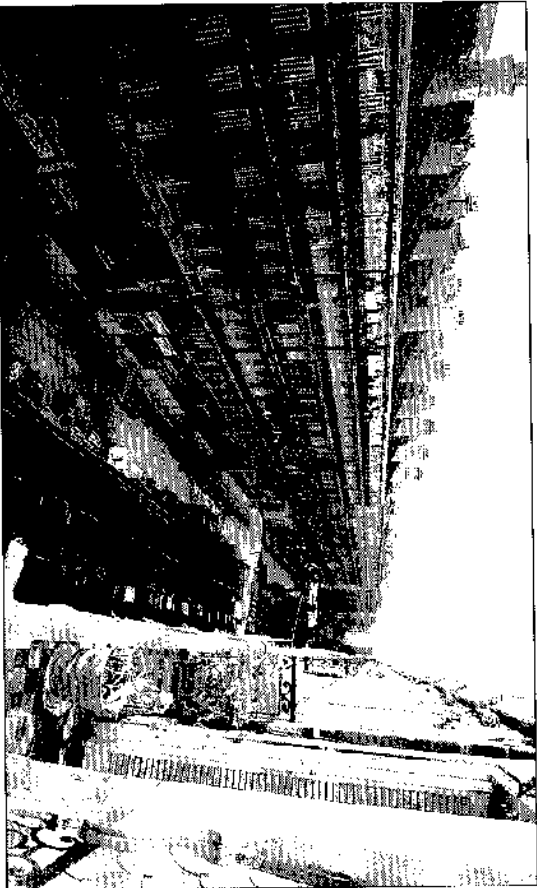


Rue de la République : le coup de semonce de la Région

Le Conseil régional Paca demande à la Ville de préciser les conditions de logement des locataires concernés par la rénovation de l'artère haussmannienne. Sans quoi il pourrait revoir sa participation

— Nouveau coup de théâtre dans le projet de réhabilitation de la rue de la République. En fin de semaine dernière, la commission permanente de la Région devait approuver un rapport sur le fonctionnement de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (Opah) concernant l'artère haussmannienne reliant le Vieux-Port à la Joliette, qui a bien besoin d'un coup de jeune. Le président PS du Conseil régional, Michel Vauzelle, a finalement retiré ce rapport. "C'est un acte symbolique, un signe politique fort", précise aujourd'hui Patrick Mennucci, vice-président de la Région, qui "pourrait déboucher sur une remise en cause" de la participation financière de la Région régionale au projet "si nous n'obtenons pas des éclaircissements sur la question des relogements", inconnues durant la phase de réhabilitation des appartements. Pour autant la Région reste "favorable à la rénovation de la rue de la République", insiste l'élu PS.

Le fonds d'investissement américain a racheté le patrimoine de la société P2C sur la rue de la République, soit 1 400 logements (autres logements sont détenus par Eurazeo et 2 500 autres sur la propriété de particuliers). Plusieurs locataires ont déjà reçu leur lettre de non-re-



Où vont être relogés les habitants de la rue de la République dont les appartements doivent être réhabilités ? C'est cette question qui pose problème.

Photo Serge GLEBOULT

ouvellement de bail (une vingtaine selon l'association Un Centre-Ville pour Tous) et plusieurs dizaines devraient suivre (au total, entre 400 et 600). Le PS, le PC et les Verts craignent que cette procédure, faite dans les règles, oblige certains habitants à partir définitivement de la rue de la République.

"C'est à se demander si ces contestataires ne préféreraient pas laisser les occupants actuels dans des logements insalubres", avant rétorque, lors du dernier conseil municipal, Danielle Savant, adjointe au maire en charge de l'habitat et du logement. Pour l'élu UMP, "Marseille République (Lionel Star) a racheté le patrimoine de P2C en respectant la convention signée", à savoir réaliser un tiers de logements sociaux, un tiers de logements intermédiaires et un tiers de logements libres. La procé-



Patrick Mennucci vice-président de la Région. Ph. P. G.

Concertation

— Pour Neureline Abonn-Kil, de l'association "Un centre-ville pour tous", il faut "travailler sur les non-tenue-ments de Call déjà signifiés" pour "engager la concertation". Et de demander à Lionel Star de "réhabilités" ses logements vacants pour les proposer en priorité à ceux qui "doivent quitter leurs appartements".

REPORT

www.wolksvagen.fr/palo